

Rencontre bilatérale du 18 avril 2024 avec le directeur de la DDFiP du Calvados

Lors de la dernière Formation Spécialisée de Réseau, **FO** a eu connaissance par une Organisation syndicale (O.S.) que la Directrice Générale avait adressé aux directeurs départementaux une note portant sur l'expérimentation de la semaine EN 4 jours à la DGFIP (note DGFIP 2024/03/3758 du 2 avril 2024). Les O.S. nationales n'ayant pas été consultées sur le sujet, elles n'ont pas été destinataires non plus de ladite note de service, mais FO a pu se la procurer.

Les représentants **FO-DGFIP 14** ont donc écrit au directeur départemental le 11 avril dernier pour lui demander sa position sur le sujet ainsi que sur les dispositions prévues pour les agents à l'occasion du passage de la flamme Olympique le 30 mai et des commémorations du 80^e anniversaire du débarquement. Ils se sont déclarés prêts à le rencontrer. L'agenda social ne prévoyant pas de réunion avant juin, le directeur départemental, a proposé une réunion informelle avec les représentants du CSA. Devant l'impossibilité des autres OS de se rendre disponibles, c'est à une rencontre bilatérale que **FO** est convié aujourd'hui.

POINTS ABORDÉS :

1. EXPÉRIMENTATION SEMAINE EN 4 JOURS – PLUS QUE 4 JOURS POUR CONVAINCRE ?

Les interrogations sont nombreuses pour **FO**. Le directeur envisage t'il de lancer l'expérimentation ? Si oui, quand prévoit-il de réunir les O.S. pour le présenter en CSAL ? Les directions doivent remonter leurs candidatures pour le 22 avril. Nous sommes à **4 jours** de la date butoir. Si la direction lance l'expérimentation maintenant, c'est faire fi du dialogue social. La direction a t'elle l'intention de faire un recensement des agents intéressés par ce système avant de prendre la décision de demander à être expérimentateur?

Le directeur a indiqué en préambule que rien n'est fait, rien n'est décidé. Selon lui il n'y aura pas de décision pour le 22 avril. « La note que les O.S. ont intercepté n'est qu'une note interne et il ne faut pas surréagir par rapport à cette note. » Il a indiqué que c'est un sujet qui est cher au premier ministre et que l'expérimentation est une demande politique forte. Ne s'agissant que d'une expérimentation, c'est réversible et très ciblé. Il faut voir dans quels services c'est envisageable. Il a indiqué que le dialogue social n'a pas eu lieu encore, mais qu'à partir du CSAR du 10 juin il y aura un dialogue national. Toujours selon lui il s'agit de sujets techniques à laquelle la DG répondra et qui impacte les congés, les ARTT...

La liste des expérimentateurs sera connue pour un démarrage en septembre. Nous sommes dans la phase où on réfléchit, on fait part de nos lignes rouges des conditions dans lesquelles l'expérimentation est conduite. Cela implique des va et vient entre la centrale et le local. S'agissant d'une expérimentation, il y aura donc quelques services dans la boucle, sur la base du volontariat et on peut imaginer des services expérimentateurs dans lesquels il n'y aurait pas de volontaires.

QUESTIONS ET OBSERVATIONS :

Les représentants FO-DGFiP 14 rappellent au directeur que la semaine **EN 4 jours** n'est pas la même chose que la semaine **DE 4 jours** qui implique, elle, une réduction du temps de travail. Le dispositif, qui n'a d'ailleurs pas été discuté en national, n'est pas acceptable pour **FO**.

Les représentants FO-DGFiP 14 s'appuyant sur les propos du directeur indiquent qu'il craignent au vu de la méthode de départ -sans concertation préalable - que les dés soient pipés dès le départ et que l'administration généralise la semaine **EN 4 jours**. Pour **FO**, il n'est pas utile de mettre le moral des troupes à zéro en ajoutant une nouvelle réforme, quand dans le même temps le ministre de la Fonction publique parle de licenciement des fonctionnaires. Le directeur dit comprendre. Il précise que pour le moment on ne demande rien aux agents et que la note est destinée aux directeurs et pas aux O.S.

FO ne souhaite pas que la direction s'engage dans l'expérimentation.

Malgré tout, **les représentants FO-DGFiP 14** ont des questions précises sur les modalités du système et les ont exposées au directeur :

- On parle d'expérimentation, mais dans le cas d'une généralisation, comment est géré un bâtiment comportant plusieurs services ?
- La journée neutralisée sera t'elle la même pour tous, ou différenciée selon les services ?
- Dans un même service qui choisira le jour non travaillé ? L'agent, le chef de service ou la direction ?
- Même jour pour tout le monde ou pas ?
- Les plages d'ouverture au public ne sont pas les mêmes dans chaque structure du département. Comment sera géré l'accueil du public sachant que la note indique qu'il ne peut y avoir de réductions de ces plages ?
- La semaine DE 4 jours s'imposera t'elle à tous en cas de généralisation ?
- Quid des RTT ? L'amplitude horaire à 38h30 sur 4 jours est de 10h19 pause méridienne incluse (45 mn) ; cela signifie que la journée débute par exemple à 7h30 pour finir à 17h49. C'est la fin des horaires variables ou la fin des RTT.
- Combien pose t'on de congés pour prendre une semaine complète ? 4 ou 5 ? Dans le privé, le samedi est décompté.
- Actuellement on peut récupérer jusqu'à deux demi-journées par mois. En 4 jours, il devient plus difficile de cumuler des heures pour constituer du crédit de temps. Le dispositif sera t'il maintenu ?
- Une journée de temps partiel passera de 20 % de la quotité de travail à 25 %. Actuellement à 80 % on perçoit 87 % du salaire. Demain à 75 %, une journée de temps partiel coûtera plus cher à l'agent. N'est-ce pas la fin du temps partiel ?
- Comment sera géré le temps partiel thérapeutique ?
- un trentième sera-t-il toujours prélevé pour 1 jour de grève ?

Les représentants FO-DGFIP 14 insistent sur les difficultés à concilier vie professionnelle et vie de famille sur des plages horaires aussi étendues et sur les risques d'épuisement des agents. Ils soulignent que dans le système actuel des agents peuvent avoir des pics d'activités sur une période donnée puis relâcher ensuite grâce à la souplesse des horaires variables . **EN 4 jours**, c'est terminé et puis comment récupérer du temps quand la journée coïncide quasiment avec les plages de travail.

Les représentants FO-DGFIP 14 s'inquiètent de l'impact sur les missions d'accueil du public. Ils considèrent aussi que pour ne pas fausser les résultats, il ne faut pas exclure de l'expérimentation des services ayant des contraintes particulières pour conforter l'idée que la généralisation est possible.

Les représentants FO-DGFIP 14 craignent également une désorganisation totale des services déjà à la peine depuis la généralisation du télétravail même s'il est apprécié par de nombreux agents.

Le directeur nous remercie et indique qu'il va faire remonter toutes nos questions très utiles, auxquelles il n'avait pas pensé, pour certaines d'entre elles. Il dit ne pas avoir les réponses – ce dont nous nous doutions au vu de la vacuité des notes DGAFP et DGFIP.

Toutefois, il dit que « le dispositif ne sera pas obligatoire même après l'expérimentation » et que « pour lui les choses sont claires : La semaine EN 4 jours ne s'accompagnera pas de réduction du temps de travail des cadres. » Toujours selon lui, « ce n'est pas une préfiguration ; si échec, personne n'y va, c'est réversible. » « Le bilan de l'expérimentation dira si cela impacte le collectif, la vie quotidienne, les congés, les RTT. L'objectif n'est pas de fermer les services, avoir les mêmes plages d'ouverture puis fermer les bâtiments.

Le directeur s'engage après la tenue du CSAR le 10 juin à « donner les réponses à toutes les questions pour que les agents puissent prendre une décision éclairée. Ce qui est demandé pour le 22 avril, c'est la perception du sujet, les questions que cela pose, les risques sur le fonctionnement des services et que cela soit le moins impactant pour la qualité de l'accueil. » Il ne doute pas que « l'objectif de la DG soit de prendre un échantillon de tous les services. Tout dépend de l'appétence qu'il y aura pour la semaine EN 4 jours. » Il rappelle que « c'est une commande politique ,donc il faut le tester, mais clairement mesurer les impacts. »

Les représentants FO-DGFIP 14 font remarquer au directeur que les agents actuellement régulièrement écrêtés - ce qu'ils déplorent - ne travailleront désormais plus que 4 jours... Le directeur convient et indique que plus on fera remonter les points, plus le dialogue social sera nourri. C'est à chaque agent de se prononcer, mais s'il n'y a que 3 agents pour l'expérimentation, il sera difficile d'en tirer des conclusions. Il rappelle encore sur notre insistance et parce que FO craint que l'administration ne profite de ce nouvel aménagement de travail pour réduire les surfaces et faire des économies, qu'il n'est pas question de fermer des bâtiments. Dans le Calvados, il n'est pas à l'ordre du jour de diminuer les espaces. Il n'est pas question de faire du flex office partout.

Le directeur conclut en disant qu'on ne peut plus rien garder de confidentiel maintenant à la DG, dès lors qu'un sujet est mis sur la table... **Eh oui, le réseau syndical veille !!!**

2. PASSAGE DE LA FLAMME OLYMPIQUE ET 6 JUIN

Pour le passage de la flamme, **les représentants FO-DGFIP 14** souhaitent connaître les mesures prises pour pallier les éventuelles difficultés de trajet domicile- travail. Tous les agents n'effectuent pas de télétravail, quelles sont les propositions de la direction ? La flamme devrait arriver vers 8 h 30, par la mer, sur la plage d'Omaha Beach, puis se dirigera vers le cimetière américain de Colleville-sur-Mer. Elle fera ensuite étape, dans l'ordre suivant, à : Lisieux, Cabourg/Dives-sur-Mer/Houlgate, Honfleur, Bayeux, Falaise et Caen. Des animations sont prévues dans chacune des villes.

On nous évoque des écoles fermées. Quelles dispositions prenez-vous pour les parents qui pourraient être concernés ? **Les représentants FO-DGFIP 14** demandent que la direction donne des consignes aux chefs de service afin qu'ils fassent preuve de toute la souplesse nécessaire pour les agents qui auraient

des difficultés à se déplacer. Le directeur acquiesce même s'il minimise l'impact en termes de gêne. Il indique qu'il faudra faciliter le télétravail et qu'il communiquera dès qu'il aura des infos.

Pour le 6 juin, Une zone de circulation régulée (ZCR) est mise en place qui couvre tout le secteur nord du département et qui englobe la capitale départementale ; des axes sont fermés et la préfecture prévoit des stickers permettant d'entrer dans la ZCR. Le préfet incite d'abord les gens à ne pas prendre la route le 6 juin

- Les stickers peuvent-ils être délivrés par la DGFIP aux agents concernés ? Ou bien doit-on faire une demande individuelle ? **Réponse** : le directeur indique qu'il n'est pas possible à l'administration de les délivrer. Les agents demandent individuellement aux mairies, qui distribueront sans difficultés aux agents de l'État. Si des agents avaient malgré tout des difficultés pour s'en procurer, il faut informer le directeur qui en parlera au préfet.
- Pour le passage de la flamme comme pour le 6 juin, **FO** demande de fermer les accueils du public pour compenser l'effectif absent sur ces journées.
- Avez-vous des informations sur la présence du président de la république sur Bayeux le 7 juin ? est-ce que la ville sera encore fermée ?

Pour le 6 juin, le directeur indique qu'il réfléchit à la fermeture des services le 6 juin à Bayeux et probablement le 7 aussi et que pour Caen, ce n'est pas encore clair, rien n'est calé.

Enfin, FO demande que les agents soient tous informés par mail individuel des mesures prises par la direction. Le directeur répond qu'il y aura un message sur Ulysse.

3. CAMPAGNE IR

Depuis l'attentat perpétré à Moscou le 22 mars dernier, le premier Ministre a relevé d'un cran le niveau d'alerte Vigipirate qui est passé au niveau « urgence attentat ». La campagne impôt vient de s'ouvrir, ce qui va entraîner, comme chaque année, des files d'attente se prolongeant à l'extérieur des bâtiments et parfois sur la voie publique. Chaque année, des agents mobiles (voltigeurs) remontent les files d'attente pour fluidifier le temps d'attente. Étant donné le contexte, auquel s'ajoute pour notre département cette année, deux événements majeurs, qui vont le mettre sous le feu des projecteurs et les exposer comme cible potentielle- le passage de la flamme olympique et les commémorations du 80ème anniversaire du débarquement - **FO** souhaite connaître les mesures prises par la direction pour assurer la sécurité des personnels et demande instamment que les agents restent exclusivement à l'intérieur des bâtiments pour exercer leur mission de service public. FO pointe aussi le manque de confidentialité dans l'interpellation des usagers dans la file d'attente.

Le directeur répond que pour l'instant la campagne se passe très bien. Le début est très calme, il n'y a pas beaucoup de nouveautés. A Délivrande l'accueil est bien organisé, il y a une vigilance sur l'organisation de l'accueil et sur l'aiguillage des usagers.

Le directeur du pôle RH précise que « les voltigeurs ne sont pas intrusifs et qu'un vigile va être présent à Délivrande dès le 22 avril pour un mois. Le vigile sécurise bien, régule bien le nombre de personnes et cela a un côté dissuasif. Un vigile est nécessaire uniquement à cette période. »

4. SITUATION DES AGENTS DE PONT L'ÉVÊQUE

L'antenne de Pont l'Évêque doit fermer tout prochainement. 5 agents sont concernés et certains ne savent toujours pas si leurs choix d'affectation sont validés. Pouvez-vous leur apporter une réponse très rapide et proposer la signature d'une convention à ceux qui vont rester sur la mission mais à distance ? L'ambiance est assez morose à Pont l'Évêque.

Le responsable du pôle RH indique qu'il n'y a pas d'urgence et que des assurances leur ont été données. Sur l'insistance **des représentants FO-DGFIP 14** à revenir vers eux, le directeur demande au responsable du pôle RH d'appeler les agents individuellement.

5. ACCUEIL CAMPAGNE IR TROUVILLE

Les représentants FO-DGFiP 14 font état de la situation à Trouville et des interrogations légitimes des agents : Les deux contractuels qui assurent l'accueil à Trouville pour le SIP de Lisieux sont reçus au concours d'agent. Le 2 mai, ils seront partis et à moins de deux semaines de l'échéance, il n'y a pas de solution pour l'accueil des usagers du 2 mai au 31 août sur l'ensemble des jours d'ouverture.

Deux jours par semaine, il est prévu de faire appel aux deux agents du PCR de Trouville et à un agent du SIP de Lisieux. Pour les deux autres jours, rien n'a été prévu et il n'est pas envisageable que le SGC ou le SIE assurent cet accueil pour la campagne IR. S'il n'y a pas de solution rapide apportée aux collègues de Trouville, il n'y a qu'une seule option : fermer au public sur ces deux journées. Il faut absolument des consignes claires de votre part maintenant.

Le directeur du pôle RH indique qu'ils ne savent pas encore et vont revenir vers les agents. Il explique que le planning de l'équipe de renfort pour mai et juin n'est pas encore établi.

Les représentants FO-DGFiP 14 insistent sur l'urgence à donner une information.

6. IMMOBILIER VIRE ET FALAISE

VIRE : Les représentants FO-DGFiP 14 demandent si le directeur a des informations sur l'avenir du bâtiment place Castel ? Ils souhaitent que le centre des finances publiques demeure en centre-ville. Le directeur répond qu'il n'y a pas de nouveau à ce stade et qu'il a rencontré la nouvelle Maire de Vire hier. Si la mairie doit utiliser l'emprise qu'on a aujourd'hui, il faudrait être relogés en centre ville, avec des capacités d'accueil, des règles de sécurité, un parking. Il n'y a pas d'échéancier. Le directeur a précisé que Vire étant éloigné, il doit subsister un SIP et un SGC.

FALAISE : Les représentants FO-DGFiP 14 indiquent qu'ils ont pu voir le nouveau bâtiment qui devrait accueillir le centre des Finances. Le directeur indique que c'est une opération à tiroir et que la mairie de Falaise devra faire des travaux à une échéance encore inconnue à ce jour.

7. CANTINE DE DELIVRANDE

Les représentants FO-DGFiP 14 font part de leur inquiétude pour la cantine de Délivrande. L'association a besoin de 25000 euros pour boucler l'année. La situation n'est plus tenable et met en péril la pérennité de la cantine. FO avait déjà soulevé le problème il y a quelques semaines en CDAS mais depuis la situation s'est aggravée.

Le directeur indique y travailler et recherche d'autres solutions avec l'aide de l'action sociale pour espérer trouver une solution d'ici la fin d'année.

POUR INFORMATION :

Les territoires et les lieux traversés pour le passage de la flamme olympique :

Omaha Beach (Saint-Laurent-sur-Mer et Colleville-sur-Mer) : débarquement par la mer, plage, arrivée au cimetière américain ;

Lisieux : *Basilique Sainte-Thérèse-de-Lisieux, jardins de l'évêché, hôtel de Ville, esplanade Victor Hugo ;*

Cabourg/Dives/Houlgate : promenade Marcel Proust, Grand Hôtel, jardins du casino, avenue de la mer, port de plaisance de Dives-sur-Mer, digue d'Houlgate, rue des Bains, escalier des 100 Marches ;

Honfleur : Boulevard Charles V, Rue des Logettes, Vieux Bassin, hôtel de Ville, Lieutenance ;

Bayeux : Médiathèque des 7 lieux, Stèle du Mémorial des reporters de guerre, cimetière britannique, musée mémorial de la Bataille de Normandie, cathédrale, Mémorial Bayeux déportation, Arbre de la Liberté, hôtel de Ville et stade Henry Jeanne ;

Falaise : Château et mémorial de Falaise, rue de la Trinité, place Belle Croix, rue de la Pelleterie, Château de la Fresnaye ;

Ville-étape Caen : Caen sera ville-étape du relais de la flamme olympique et marquera le point d'orgue de son passage dans le Calvados. Pour Caen, l'accueil de cet événement est l'occasion de faire participer tous les acteurs du territoire à la grande fête des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. Le relais de la flamme dans Caen parcourra environ 8 kilomètres et passera par les lieux suivants :

Maison départementale des sports (ouverture début 2024) et Stade Prestavoine à Hérouville-Saint-Clair, Abbaye aux Dames, Avenue du 6 juin, Château ducal, Place Saint-Sauveur, Hôtel de Ville.

Parade dans les rues de la ville, animations culturelles, sportives et citoyennes gratuites et ouvertes à tous sur l'esplanade Jean-Marie Louvel devant l'Hôtel de Ville... le passage de la flamme sera l'occasion de célébrer non seulement le sport et les valeurs de l'olympisme, mais également de rassembler le public autour d'un programme riche et varié. Les célébrations seront bien sûr composées d'un moment solennel et symbolique : l'allumage du chaudron par le dernier porteur de la flamme de la journée accueilli par une haie d'honneur composée de 24 personnes.

LES ELUS FO-DGFIP en CSAL présents à cette réunion bilatérale

Bruno GILBERT, Frédéric GABRIELLE, Nathalie BLANCHOT, Elodie GILBERT



C'EST
POUR **VOUS**
QU'ON SE BAT !

FO **LA**
FORCE
DU
COLLECTIF !